

INVITÉE

«Ils disent apporter le développement»

Suisse ▶ Le Conseil fédéral entend mobiliser davantage de capitaux privés pour la coopération au développement de demain. Un examen détaillé montre les risques énormes liés à cette approche. Etude de cas d'une entreprise agricole helvétique au Ghana par la socio-anthropologue Kristina Lanz, d'Alliance Sud.

KRISTINA LANZ*

La coopération avec le secteur privé a le vent en poupe dans le cadre de la politique de développement internationale. La Banque mondiale n'est pas la seule à dire qu'elle a besoin de milliers de milliards pour atteindre les objectifs de développement durable de l'ONU (Agenda 2030) dans les pays les plus pauvres. Même des pays donateurs comme la Suisse estiment que l'énorme effet de levier induit par l'utilisation de fonds privés est absolument nécessaire. On parle beaucoup d'un «scénario triple gagnant» dont les investisseurs, les gouvernements des pays en développement et leurs populations bénéficieraient de la même manière. Dans le secteur agricole en particulier, les partenariats public-privé (PPP) – aussi appelés parfois partenariats public-privé pour le développement (PPDP) – sont depuis longtemps une réalité. Il vaut donc la peine de se pencher de plus près sur ce qu'ils ont permis de réaliser jusqu'à présent.

Ces partenariats prennent diverses formes. Dans certains cas, une autorité de développement cofinance directement un investissement agricole du secteur privé; dans d'autres, les capitaux sont versés dans des fonds disposant d'importantes ressources financières. Ces derniers transfèrent ces montants à des entreprises du secteur privé. Point commun de ces entreprises agricoles: elles promettent la lune, et durable en plus, et assurent que leurs investissements dans les régions de l'hémisphère sud vont de pair avec la sécurité alimentaire nationale et mondiale, la promotion des femmes et la création d'emplois.

Le cas de la GADCO

En 2011, deux banquiers d'affaires, l'un nigérian, l'autre britannique, ont fondé la Global Agro-Development Company (GADCO). Ni l'un ni l'autre ne s'y connaissaient en agriculture, mais ils cherchaient un nouveau champ d'activité après la crise financière mondiale de 2008. Ils sont parvenus à convaincre plusieurs investisseurs axés sur le développement à leur idée de créer la plus grande ferme rizicole d'Afrique de l'Ouest. Figuraient parmi ces investisseurs: la Fondation Syngenta pour une agriculture durable, l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA), l'Agricultural Development Company (AgDevCo), l'Acumen Fund et l'Africa Agriculture and Trade Investment Fund (Aatif)¹. La GADCO a bénéficié d'une couverture médiatique très positive tant



Kristina Lanz: Dans la région de la Volta, au Ghana, «les plus pauvres ont payé le prix fort de la transformation des terres communautaires en monoculture de riz.» (photo: récolte de riz au Ghana) ALDA KAUFFELD/USAID GHANA

au niveau international qu'au Ghana – notamment du fait de son engagement supposé en faveur de la durabilité, du développement communautaire (*community development*) et de l'autonomisation économique des femmes (*women's economic empowerment*). Malgré ce succès initial, l'entreprise a fait faillite trois ans après le lancement de son activité économique. Elle a été reprise en 2015 par la société suisse RMG Concept, basée à Delémont/JU, qui avait précédemment fourni des pesticides et des engrais à la GADCO. Se présentant également comme un pionnier de l'agriculture durable et un partenaire fiable pour les petits agriculteurs sur son site Internet, RMG Concept continue à exploiter une grande plantation de riz dans la région de la Volta au Ghana et un projet d'agriculture contractuelle, qui lui est rattaché, toujours sous le nom de GADCO.

Des poches vides pour le plus grand nombre

Au Ghana, près de 80% du territoire est administré par des chefs de village. La plupart des pouvoirs étendus de ces notables ont été créés par les colonisateurs anglais et sont aujourd'hui inscrits dans la Constitution. Huit mois de recherche sur place en 2014 et 2016 dans le cadre d'une thèse de doctorat sur les problématiques liées au genre qui surviennent avec les investissements du secteur privé ont montré² que, pour la GADCO, les chefs de village locaux (*chiefs*)

avaient été dès le départ les interlocuteurs majeurs, même si, dans la région de la Volta les terres appartiennent également aux familles et que les chefs de village n'ont qu'une fonction de supervision et d'arbitrage des litiges. En collaboration avec les «chefs», dont la plupart ont suivi des études supérieures, elle a élaboré un accord de partenariat entre la communauté et le secteur privé (*community-private partnership*). Il stipulait que la communauté mettrait gratuitement 2000 ha de terres à la disposition des investisseurs et recevrait en retour une part de 2,5% des bénéfices de l'entreprise, qui serait ensuite utilisée exclusivement pour des projets de développement dans les villages locaux.

Mais, à ce jour, quasiment aucun bénéfice n'est parvenu à la base. Constat d'une jeune femme: «Je ne sais pas du tout à quoi sert l'argent. Pour l'heure, nous n'avons même pas d'eau potable dans les villages». A Bakpa Adzani, le village le plus touché par la perte de terres agricoles à la suite de la mise en place de la nouvelle monoculture et où vivent essentiellement des immigrants internes, la population n'a été ni informée, ni consultée pour la perte de ses terres. Une veuve âgée confirme: «Nous n'avons pas été informés. Nous étions dans les champs lorsque les représentants de la compagnie sont venus nous dire qu'ils allaient désormais labourer nos terres. Nous les avons suppliés d'attendre au moins que la récolte soit rentrée.»

Il est évident que les chefs de village ont arbitrairement

décidé des compensations. Il n'est donc pas surprenant que les membres de leurs clans en particulier aient été indemnisés et soient les premiers bénéficiaires du projet local d'agriculture contractuelle «Fievie Connect». Il avait été convenu que la moitié de tous les agriculteurs contractuels seraient des femmes. En 2014 et 2016, la plupart de ces soi-disant cultivateurs sous-traitants (*outgrowers*) étaient des femmes et des hommes âgés bien nantis, dont certains n'allaient pas aux champs eux-mêmes, mais engageaient des femmes plus pauvres, pour des salaires de misère. Et les hommes inscrits dans le programme des cultivateurs sous-traitants (*outgrower scheme*) envoyaient souvent travailler leurs femmes, avec pour résultat d'accroître considérablement leur charge de travail globale. A cela s'ajoute le manque de transparence du contractant, la GADCO, qui facture des prix de plus en plus élevés pour les engrais et pesticides mis à disposition. Les bénéfices réalisés par les agricultrices et les agriculteurs contractuels se réduisent en conséquence.

Le bilan de la GADCO était également médiocre en termes de création d'emplois. En 2014, seule une minorité des quelque 150 employés était au bénéfice d'un contrat de travail; les salaires étaient si bas que les personnes interrogées songeaient retourner à une maigre agriculture de subsistance. Les femmes étaient en outre presque exclusivement employées comme journalières pour épandre les engrais et gagnaient l'équivalent de 3 dollars par jour. Parler

de leur autonomisation dans un tel contexte est une insulte.

Les plus pauvres sont les perdants

Les plus pauvres, notamment les migrants et les femmes célibataires, ont payé le prix fort de la transformation de la terre gérée sur base communautaire en monoculture de riz. La perte de grandes superficies utilisées en commun, que les représentants du gouvernement et des entreprises désignent volontiers comme des «terres inutilisées», frappe plus durement les plus pauvres. Un grand nombre d'étangs à poissons et de petits ruisseaux, qui non seulement contribuaient grandement à la sécurité alimentaire de la population locale, mais étaient aussi les seules sources d'eau pour plusieurs villages, ont été détruits par la GADCO. Les nombreux arbres éparpillés dans la région étaient utilisés comme bois de chauffage pour couvrir les besoins locaux et constituaient le gagne-pain de nombreuses femmes pauvres qui transformaient le bois en charbon et le vendaient. L'une d'elles explique: «Avant, on taillait les arbres pour produire du charbon, mais la GADCO les a tous abattus et nous éprouvons même des difficultés à acheter quelque chose à manger.»

Le village de Kpevikpo était complètement encerclé par la rizière. La route d'accès au village a été élargie par la GADCO pour permettre le passage de ses tracteurs, et un canal d'irrigation a été construit directement

à l'entrée du village. Pendant la saison des pluies et chaque fois que la société irriguait ses champs, la population est effectivement restée bloquée au village. Les enfants ne pouvaient pas aller à l'école; pendant la saison des pluies, les femmes qui voulaient se rendre au marché devaient se dévêtir devant le canal et patauger dans de l'eau leur montant à la poitrine pour traverser. Une femme de Kpevikpo: «Rien de positif n'est lié à cette société. Elle n'a fait que détruire nos terres. Nous avons demandé à ces gens de construire un petit pont enjambant le canal, mais ils ont refusé.»

Si la GADCO causait des dommages, elle s'en lavait les mains; les négociations étaient généralement menées par l'intermédiaire des chefs des villages; ces derniers réprimaient la résistance et les protestations de la population locale, parfois par la violence. La GADCO était bien consciente de tous ces problèmes. L'ancien manager Adidakpo Abimbola a même admis que les chefs se faisaient régulièrement prêter une camionnette en cas de problème avec la population locale. Ils fournissaient ensuite des bâtons à des jeunes gens chargés de mettre les insurgés en fuite.

Quand on lui a demandé si la GADCO savait que l'argent dépensé au nom du développement durable était détourné à des fins lucratives, le nouveau directeur Satyendra Kumar Singh a simplement répondu: «La manière dont la population locale gère cet argent ne nous regarde pas. Nous avons nos structures commerciales et elle a les siennes. Nous ne nous mêlons pas de ça.»

Le cas décrit et scientifiquement documenté est explosif – non seulement parce que la GADCO se veut un chantre de la durabilité, mais aussi parce qu'elle a été soutenue financièrement par divers acteurs du développement. Si la Suisse entend miser davantage sur le secteur privé dans la coopération au développement, il est essentiel, selon Alliance Sud, que cet engagement soit à l'avenir fondé sur des critères clairs et une analyse détaillée du contexte. Et qu'il fasse l'objet d'un suivi rigoureux et indépendant. I

* Paru dans *Global*, le magazine d'Alliance Sud, n° 72, été 2019.

¹ Divers donateurs de la GADCO sont eux-mêmes soutenus par des acteurs gouvernementaux du développement: l'AgDevCo est principalement financée par le Département anglais pour le développement international (DFID); l'AGRA reçoit des fonds du DFID, du Ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement (BMZ), de l'Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID) et de divers autres acteurs du développement; l'Aatif est une initiative du BMZ et du groupe bancaire de la KfW.

² Thèse de doctorat en anthropologie sociale intitulée: «Institutional Change, Gender and Power Relations. Case study of a 'best practice' large-scale land acquisition in Ghana.» Université de Berne, 2018.